

LE COMPROMIS HISTORIQUE A DU PLOMB DANS L'AILE...

A peine couronné, Hollande appelait de ses vœux un «*compromis historique*» sur la flexibilité de l'emploi. Les mots ne sont pas neutres, ils font référence à l'accord politique entre le *Parti Communiste* et la *Démocratie Chrétienne* dans l'Italie des années 70, accord désigné dans la langue de Dante par l'expression «*compromesso storico*». Cet accord avait été précédé d'un autre «*compromis historique*» quelques décennies auparavant entre la Russie stalinienne et le Vatican. Plus prosaïquement, il s'agit de l'alliance de la faucille et du goupillon.

François Hollande, qui fut Président du *Club Témoin* créé par le démocrate chrétien Delors, ne renie nullement ses origines idéologiques et se montre sous son vrai visage, celui d'un apôtre de la doctrine sociale de l'Eglise.

La volonté Elyséenne était de parvenir à un accord entre les organisations syndicales et le MEDEF pour déréglementer encore un peu plus le «*marché du travail*» évitant ainsi de légiférer et d'apparaître comme un gouvernement ouvertement pro-patronal, si tant est qu'il existe encore des naïfs à qui cela aurait échappé.

Après plusieurs jours de négociation et un suspense insoutenable (d'ailleurs le suspense est par essence insoutenable) l'«*accord sur la sécurisation de l'emploi*» est porté sur les fonts baptismaux par un Quadvirat composé de deux syndicats calotins, la CFDT et la CFTC, d'un syndicat catégoriel la CGC et du syndicat patronal, le MEDEF sous les yeux énamourés du ministre du travail, Michel Sapin.

Force est de constater que le MEDEF a pour le moins efficacement défendu ses mandants. S'il a concédé une augmentation de 7% de cotisation patronale à l'assurance chômage pour les CDD, il a obtenu que les missions d'intérim et le remplacement de salarié absent ne soient pas concernés. Cette augmentation de 7% ne s'appliquera donc qu'aux seuls CDD pour «*surcroît d'activité*». Il suffit aux patrons d'éviter de se référer à ce «*surcroît d'activité*» et le tour est joué!

Le MEDEF obtient par ailleurs une exonération de 3 à 4 mois (selon la taille de l'entreprise) pour l'embauche d'une personne de moins de 26 ans en CDI. Bingo!

Autre nouveauté de cet accord: dorénavant le délai de prescription pour les pratiques patronales illégales est ramené de 5 à 3 ans. Camarade, si ton patron «*oublie*» de te payer les heures sup', s'il ne te rémunère pas au niveau de la convention collective pendant une bonne dizaine d'années, tu ne pourras plus obtenir réparation que sur 3 ans. Une véritable prime aux voleurs!

Enfin, la CFDT (car en l'occurrence la CFTC et la CGC ne sont là que pour faire bonne mesure) avalise le fait que, au nom de la sacro sainte conjoncture économique, l'employeur pourra imposer à tous les salariés une baisse momentanée des salaires et une modulation de la durée du travail pendant une durée de deux ans maximum. En cas de refus les salariés seront purement et simplement licenciés pour motif économique.

Si un pas de plus a été franchi dans la destruction des droits des travailleurs, l'opération «*compromis historique*» a échoué ! La CGT-FO et la CGT ont refusé de signer cet accord honteux. C'est un point d'appui indéniable pour organiser la résistance à venir.

Encore faut-il maintenant se placer sur le terrain de la lutte des classes. La CGT-FO a décidé d'organiser un meeting contre l'austérité à Paris le 24 janvier. Les anarcho-syndicalistes n'ont eu de cesse de réclamer une initiative contre les politiques d'austérité, dont acte, mais la riposte est-elle à la hauteur des attaques portées contre la classe ouvrière? Un meeting de militants dans une petite salle parisienne, en pleine semaine et sans préavis de grève n'est pas à même d'inquiéter un gouvernement réactionnaire. Jean-Claude Mailly a déclaré que ce meeting était «*un rendez-vous et une étape*». Les anarcho-syndicalistes seront au rendez-vous mais ne manqueront pas de poser une question avec force et vigueur: une étape vers quoi?

Voilà qui ressemble curieusement au Novlangue d'Orwell. L'accord qui accroît la flexibilité du travail et l'exploitation des salariés s'appelle «accord sur la sécurisation de l'emploi»!

Christophe BITAUD.

A PROPOS DE LA GUERRE...

1915, DÉCLARATION DE L'INTERNATIONALE ANARCHISTE:

L'Europe en feu, une dizaine de millions d'hommes aux prises, dans la plus effroyable boucherie qu'ai jamais enregistrée l'histoire, des millions de femmes et d'enfants en larmes, la vie économique, intellectuelle et morale de sept grands peuples, brutalement suspendue, la menace, chaque jour plus grave, de complications nouvelles, tel est, depuis sept mois, le pénible, angoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé.

Mais spectacle attendu, au moins par les anarchistes, car pour eux, il n'a jamais fait et il ne fait aucun doute - les terribles événements d'aujourd'hui fortifient cette assurance - que la guerre est en permanente gestation dans l'organisme social actuel et que le conflit armé restreint ou généralisé, colonial ou européen est la conséquence naturelle et l'aboutissement nécessaire et fatal d'un régime qui a pour base l'inégalité économique des citoyens, repose sur l'antagonisme sauvage des intérêts et place le monde du travail sous l'étroite et douloureuse dépendance d'une minorité de parasites, détenteurs à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique.

La guerre était inévitable; d'où qu'elle vint elle devait éclater.

Ce n'est pas en vain que depuis un demi-siècle, on prépare fiévreusement les plus formidables armements et que l'on accroît tous les jours davantage les budgets de la mort. A perfectionner constamment le matériel de guerre, à tendre continûment tous les esprits et toutes les volontés vers la meilleure organisation de la machine militaire, on ne travaille pas à la paix. Aussi est-il naïf et puéril, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher à établir les responsabilités de tel ou tel gouvernement.

Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives.

Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres, et de Petrograd; c'est à qui de ceux-ci ou de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'immaculé défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation.

La civilisation? Qui donc la représente, en ce moment?

Est-ce l'état allemand, avec son militarisme formidable et si puissant qu'il a étouffé toute velléité de révolte?

Est-ce l'état russe, dont le knout, le gibet et la Sibérie sont les seuls moyens de persuasion?

Est-ce l'état français, avec Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires?

La France qui retient dans ses prisons, depuis des années, des camarades coupables seulement

d'avoir parlé et écrit contre la guerre?

Est-ce l'Angleterre qui exploite, divise, affame et opprime les populations de son immense empire colonial?

Non.

Aucun des belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, comme aucun n'a le droit de se déclarer en état de légitime défense. La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l'Europe, comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside uniquement dans l'existence de l'état qui est la forme politique du privilège.

L'état est né de la force militaire; il s'est développé en se servant de la force militaire; et c'est encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir sa toute-puissance. Quelle que soit la forme qu'il revête, l'état n'est que l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés. Le conflit actuel illustre cela de façon frappante: toutes les formes de l'état se trouvent engagées dans la guerre présente: l'absolutisme avec la Russie, l'absolutisme mitigé de parlementarisme avec l'Allemagne, l'état régnant sur des peuples de races bien différentes avec l'Autriche, le régime démocratique constitutionnel avec l'Angleterre, et le régime démocratique républicain avec la France.

Le malheur des peuples qui, pourtant étaient tous profondément attachés à la paix, est d'avoir eu confiance en l'état avec ses diplomates intrigants, en la démocratie et les partis politiques (même d'opposition, comme le socialisme parlementaire) pour éviter la guerre. Cette confiance a été trompée à dessein, et elle continue à l'être, lorsque les gouvernements, avec l'aide de toute leur presse, persuadent leurs peuples respectifs que cette guerre est une guerre de libération.

Nous sommes résolument contre toute guerre entre peuples et dans les pays neutres, comme l'Italie, où les gouvernants prétendent jeter encore de nouveaux peuples dans la fournaise guerrière, nos camarades se sont opposés, s'opposent, et s'opposeront toujours à la guerre, avec la dernière énergie.

Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération: celle qui dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle, c'est appeler les esclaves à la révolte, contre leurs maîtres.

La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers états, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées.

A tous les soldats de tous les pays, qui ont la foi de combattre pour la justice et la liberté, nous devons expliquer que leur héroïsme et leur vaillance ne serviront qu'à perpétuer la haine, la tyrannie et la misère.

Aux ouvriers de l'usine, il faut rappeler que les fusils qu'ils ont maintenant entre les mains, ont été employés contre eux dans les jours de grève et de légitime révolte et qu'ensuite, ils serviront encore contre eux, pour les obliger à subir l'exploitation patronale.

Aux paysans, montrer qu'après la guerre, il faudra encore une fois se courber sous le joug, continuer à cultiver la terre de leurs seigneurs et nourrir les riches.

A tous les parias, qu'ils ne doivent pas lâcher leurs amis avant d'avoir réglé leurs comptes avec leurs oppresseurs, avant d'avoir pris la terre et l'usine pour eux.

Aux mères, compagnes et filles, victimes d'un surcroît de misère et de privations, montrons quels sont les vrais responsables de leurs douleurs et du massacre de leurs pères, fils et maris.

Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution, de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. Pas de découragement même devant une calamité comme la guerre actuelle.

C'est dans des périodes aussi troublées où des milliers d'hommes donnent héroïquement leur vie pour une idée, qu'il faut que nous montrions à ces hommes la générosité, la grandeur et la beauté de l'idéal anarchiste; la justice sociale réalisée par l'organisation libre des producteurs; la guerre et le militarisme à jamais supprimés; la liberté entière conquise par la destruction totale de l'état et de ses organismes de coercition.

Vive l'anarchie! Londres, 12 février 1915.

Léonard d'Abbet, Alexandre Berckmann, L. Bertoni, L. Bersani, G. Bernard, A. Bernado, G. Barett, E. Boudot, A. Gazitta, Joseph-J. Cohen, Henri Combes, Nestor Ciek van Diepen, F.W. Dunn, Ch. Frigerio, Emma Goldman, V. Garcia, Hippolyte Havel, T.H. Keell, Harry Kelly, J. Lemarie, E. Malatesta, Noël Paravich, E. Recchioni, G. Rijuders, J. Rochtenine, A. Savioli, A. Schapiro, William Shatoff, V.J.C. Schermerhorn, C. Trombetti, P. Vallina, G. Vignati, L.J. Wolf, S. Yanosky.

QUAND ROCARD VEND LA MÈCHE...

Dans notre bulletin, nous avons écrit en octobre 2011, que «*la dette*» est la conséquence de la loi du 3 janvier 1973, en France.

Le 22 décembre dernier, dans l'émission «*Médiapolis*» de la station Europe 1, Michel Rocard a déclaré: la réforme de la Banque de France de 1973 a interdit que celle-ci prête à l'Etat à taux zéro. L'Etat est donc allé emprunter avec intérêts, sur le marché privé. Si nous en étions restés au système précédent, qui permettait, répétons-le, à la Banque de France de prêter à l'Etat à taux zéro, notre dette serait de 16 à 17% de PIB, soit bénigne (source Médiapart).

A propos de ce sujet, il faut remarquer le silence assourdissant des médias et de la propagande d'Etat, ainsi que de tous les partis politiques, sans exception: pas une seule voix ne s'est élevée pour expliquer la nature de «*la dette*». A la place, nous avons eu droit à des explications diverses et contradictoires quant à l'origine de la crise politico-économique qui se poursuit depuis 2007.

Cette entreprise de mystification a comme objectif de développer le chômage, de mettre en cause les retraites, la protection sociale, de baisser le pouvoir d'achat des salariés et des retraités. De plus, cela signifie 14 millions de citoyens sous le seuil de pauvreté dont un nombre de plus en plus croissant est condamné à cheminer dans les rues.

Au vu de cette politique pratiquée par la droite comme par la gauche, il conviendrait de se réapproprier le vocabulaire afin de pouvoir comprendre et faire comprendre ce qui se cache réellement derrière des centaines de nouveaux mots avec une consonance attirante.

Par exemple, «*la dette*»: depuis la loi du 3 janvier 1973, tous les gouvernements, y compris celui de Hollande-Ayrault, ont engraisé le capital financier au plan planétaire, en faisant jouer à l'Etat le rôle d'instrument du grand capital. Et notamment depuis 2007, en versant au capital financier des sommes colossales pour «*l'aider*».

Les mystificateurs de tout poil s'évertuent depuis 2007 à nous démontrer qu'il faut rembourser «*la dette*».

Le mot crise, «*krisis*» en grec, signifie décider et faire un choix. Aujourd'hui, ce mot signifie rupture d'équilibre entre la production et la consommation.

La production est de plus en plus «*délocalisée*» dans les pays sous-développés. Et la consommation, dans ces conditions là, est exercée par un nombre de plus en plus restreint de citoyens, vu le nombre de plus en plus croissant des exclus. Ce qui oblige les Etats et la «*gouvernance globale*» de l'union européenne à «*réguler*».

Au nom de «*la dette*» qui est celle de l'Etat, instrument du capital, on nous demande d'augmenter la compétitivité des entreprises, en nous donnant toujours l'exemple de l'Allemagne.

Mais là aussi, il faut bien comprendre de quelle compétitivité il s'agit.

Il est établi de manière formelle que les ouvriers français sont plus «*compétitifs*», au plan productif, que les ouvriers allemands. Ils oublient de nous dire qu'aujourd'hui «*la compétitivité*» se mesure avec la capacité de l'Etat à faire venir des ouvriers de l'UE et notamment de Pologne. C'est ainsi qu'en Allemagne, dans le processus de la production interviennent des travailleurs payés 400 • par mois.

Le gouvernement de «*gauche*» Hollanae-Ayrault, pour tenir la promesse présidentielle, fait appel aux entreprises de l'UE avec des ouvriers payés 400 • par mois, voire beaucoup moins avec des travailleurs indiens (Alcatel-Lucent)...

Le gouvernement Hollande-Ayrault - fidèle à ses origines corporatistes d'Emmanuel Mounier, du gouvernement de Vichy, de Jacques Delors, chef de cabinet de Chaban-Delmas et promoteur de «*la*

nouvelle société» - s'apprête, par le «*compromis historique*», à mettre en cause et, à terme, à supprimer le Code du Travail.

La lutte de classe vient de faire avorter la dernière tentative de Hollande de l'«*accord national interprofessionnel pour un nouveau modèle économique et social au service de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation de l'emploi et des parcours professionnels des salariés*».

- Est-ce pour occulter ce coup bas contre la classe ouvrière que nous avons subi l'affrontement, dans la rue, des catholiques de l'UMP et des catholiques de Hollande?

- Est-ce pour les mêmes raisons qu'Hollande a décidé de faire la guerre?

- Est-ce que le ministre Cahuzac, invité sur le plateau de l'émission «*C dans l'air*» avec Mélenchon, ne s'inscrit-il pas dans «*l'union sacrée*» en accusant la lutte de classe de diviser les français?

La cohérence anti-ouvrière et anti-démocratique de François Hollande et de son alter ego menace de plus en plus d'achever l'instauration d'une société totalitaire.

Dans ce contexte, le meeting confédéral CGT-FO du 24 janvier à Paris se donne comme objectif que de réunir 4.000 militants. Certaines unions départementales ont fixé en fonction le nombre de leurs participants. Quant on sait qu'en juin 2010, le succès de la grève interprofessionnelle et de la manifestation nationale pour la défense des retraites a dépassé largement toutes les prévisions, on est en droit de se demander le pourquoi de la limitation des objectifs cette fois-ci alors que les enjeux sont encore plus importants.

Au vu des «*explications techniques*», on peut légitimement se demander si la montée à pied à Paris ne s'imposerait pas comme réponse à la situation, y compris face à une faction de remplisseurs de la chaise vide - qui, au sein de la confédération, se verraient ainsi rejoindre les Déat et consort - et que ce mouvement balayerait.

Au plan international, il est de première importance que toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière sortent de la CES, organe subsidiaire de la «*gouvernance*» européenne.

Et en conclusion, celle de la déclaration d'Alexandre Hébert, au nom de l'UAS, lors de la conférence mondiale à Madrid, de l'*Entente internationale des travailleurs* (18 au 21 mars 2005) conserve toute son actualité:

«Aujourd'hui, nous payons les conséquences de cette politique et notamment chez nous, par l'instauration de la Constitution européenne. Après un habillage démocratique, on a remis en cause la démocratie de délégation, le gouvernement du peuple par le peuple, pour peuple. On l'a remplacé par une pseudo démocratie participative fondée sur la théologie de la subsidiarité.

Si nous voulons nous battre sur un plan à la fois national et international, nous avons intérêt à clarifier les choses.

En conclusion, dans l'immédiat nous devons essayer dans toutes les organisations où nous sommes de se battre pour préserver leur indépendance, non seulement par rapport à nos adversaires, faciles à identifier, mais aussi parfois par rapport à la direction que les appareils veulent imprimer à nos organisations.

Qu'on le veuille ou non, qu'on essaie de maquiller la vérité, aujourd'hui comme hier, la lutte des classes est l'élément moteur. Aujourd'hui, comme hier, il y a des exploités et des exploités. Aujourd'hui, comme hier, les exploités auront tendance à s'organiser avec leurs organisations si elles en sont dignes, ou en en créant d'autres si par malheur les organisations renonçaient à la mission pour laquelle elles ont été constituées».

Bertrand KANBAN.

DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE TOUJOURS À L'ŒUVRE...

D'abord dans «*Rerum novarum*», lettre-encyclique de Léon XIII «*Sur la condition des ouvriers*» (15 mai 1891):

«Le dernier siècle a détruit, sans rien lui substituer, les corporations anciennes qui étaient pour eux une protection. Les sentiments religieux du passé ont disparu des lois et des institutions publiques et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vu, avec le temps, livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée...»

L'erreur capitale c'est de croire que les deux classes sont ennemies-nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une affirmation à ce point déraisonnable et fausse que la vérité se trouve dans une doctrine absolument opposée. Dans le corps humain, les membres malgré leur diversité s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné et que l'on pourrait appeler symétrique. Ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre: il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté. Au contraire, d'un conflit perpétuel il ne peut résulter que la confusion des luttes sauvages».

Puis dans «*Quadragesimo anno*», lettre-encyclique de Pie XI «*Sur la justice sociale*» (15 mai 1931) qui explicite le principe de subsidiarité..., principe théologique d'organisation totalitaire de la société du *Bien commun*:

«L'objet naturel de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social, et non pas de les détruire ni de les absorber.»

Que l'autorité publique abandonne donc aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort; elle pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle, parce qu'elle seule peut les remplir, diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportent les circonstances ou l'exige la nécessité. Que les gouvernants en soient donc bien persuadés: plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements, selon ce principe de la fonction supplétive de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureux et plus prospère l'état des affaires publiques».

LES CROTTES-DE-NEZ DE JEAN-PAUL II...

Ça y est: elles arrivent!... Les fioles contenant quelques gouttes de sang de Wojtyla sont mises en circulation. Bienheureux les paroissiens de sainte Anne d'Auray (Morbihan), ils ont pu contempler l'une d'elles, contenant deux gouttes, qui, par la divine intervention, seront bientôt cinquante litres à travers le monde, je n'en doute pas! Petite mer, deviendra grande!

L'honneur rendu ainsi à quelques humbles le fut in memoriam de la visite de «*sa sainteté*» le 20 septembre 1996 dans les mêmes lieux. Visite qui conclût quelques journées missionnaires, dont celle de la veille, à saint Laurent sur Sèvre (Vendée) en hommage à Louis-Marie Grignon, dit «*de Montfort*», actuelle Monfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine).

L'ancien évêque de Cracovie disait avoir toujours eu une grande admiration pour ce personnage. Quel était-il?

Après la révocation définitive de l'Edit de Nantes, le culte réformé (essentiellement calviniste) sévissait clandestinement dans de nombreuses régions, particulièrement dans un Bas-Poitou quasiment dé-catholicisé (actuel département de la Vendée).

Louis Capet dit Quatorzième inventa les dragonnades, opération consistant à placer un militaire (dragon) dans chaque demeure de protestants, afin de se nourrir sur leur dos et de les contraindre à la conversion. Une telle opération coûtait fort, et, les militaires partis, les nouveaux-catholiques ré-exerçaient le culte réformé en sus et en douce!

Peine perdue, il fallait s'y prendre autrement! Grignon lança des opérations missionnaires dans le but

d'éradiquer ces pratiques, en éduquant les enfants dans les «écoles» catholiques qu'il créa (et plus si affinité ajouteront les évêques irlandais et américains)!

Et il réussit! Les enfants soustraits à l'éducation parentale, «*instruits*» de la haine des cultes autres, dissuadèrent leurs géniteurs terrorisés de maintenir une pratique culturelle interdite.

Etes-vous surpris que le faux-résistant polonais, le faux-ami des juifs polonais, le grand-ami de son successeur celui-là jeune hitlérien avéré, l'ancien évêque de Cracovie-la-désenjuivée par les grâces des panzers, ne soit devenu, dans un séminaire polonais, l'admirateur de Grignon?

Le 20 septembre 1996, il fit en sainte Anne d'Auray un *Discours aux familles*, dont voici un extrait:

«*Dans l'ouest de la France, l'école catholique a une riche tradition; des communautés religieuses n'ont pas ménagé leurs efforts pour la rendre dynamique. Elle a un projet pédagogique spécifique à développer pour proposer aux jeunes les valeurs chrétiennes, mais d'abord une découverte de la personne du Christ; car les valeurs non reliées à la source vivante qu'est le Seigneur risquent de se dénaturer. Cela n'empêche pas que des jeunes non catholiques soient largement accueillis et soutenus avec sollicitude dans leurs études par ces établissements scolaires dans le respect des perspectives chrétiennes qui les caractérisent. Je voudrais saluer également le travail accompli par les aumôneries de l'enseignement public, qui offrent aux jeunes l'éducation religieuse nécessaire au développement de leur vie de foi. Elles sont confrontées aux nombreuses activités parascolaires dans lesquelles les enfants sont engagés et qui laissent peu de place à la catéchèse. Des mouvements remplissent aussi une mission inestimable, tels l'Action catholique de l'enfance, le Mouvement eucharistique des jeunes ou bien le scoutisme*».

Le discours poursuivait sur ce que les catholiques devaient faire de leur sexe. Les pratiques mises en oeuvre par les religieux et les religieuses n'étaient-elles pas homogènes? Sans doute une lacune du projet pédagogique!

L'enseignement religieux, ou religieusement encadré, n'a jamais eu pour but l'instruction, sinon il finissait irrégulier (sécularisation, laïcisation) voire anti-religieux. Son seul but n'a jamais été autre que la résignation des individus, plus ou moins terrorisés selon les circonstances. Ceux qui croient encore en la tradition catholique vendéenne sont soit des ignorants, soit des terrorisés de parents-à-enfants. Les terroristes, eux, n'y croient pas, ils appliquent la terreur religieuse!

Me dira-t-on: «*Ces jours-là, il ne parla que de la Famille, pas du Travail ni de la Patrie!*».

Pas tout en même temps! Et d'ailleurs à quoi cela servirait-il? Qu'y a-t-il à craindre d'un salarié religieusement terrorisé? Il y a pour cela des *mouvements (qui) remplissent aussi une mission inestimable*: C.F.T.C., C.F.D.T., S.U.D. pour les plus gauchistes, et tous ceux qui voudront se fondre dans le syndicalisme rassemblé.

Georges RIVALIN.

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD
